

2014-06-06

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Projections économiques pour la Belgique – Printemps 2014

(Article pour la Revue économique du mois de juin 2014)

Cet article présente les nouvelles projections macroéconomiques de la Banque. Pour la première fois et conformément au changement du format de publication de la BCE, la période de projection s'étend jusqu'en t+2 (en l'espèce jusqu'en 2016). Il faut garder à l'esprit que la marge d'erreur entourant les projections augmente pour les années lointaines parce que l'impact de nouvelles décisions de politique économique n'est pas pris en compte et en raison de l'incertitude accrue autour des hypothèses, notamment celles relatives à l'environnement international.

La conjoncture internationale actuelle se caractérise, malgré une certaine volatilité à court terme, par la poursuite d'une reprise modérée, amenée à se renforcer dans les années à venir. Les inquiétudes se cristallisent autour de la pérennité de la forte croissance - souvent déséquilibrée - des économies émergentes, à laquelle se rajoutent, pour certaines d'entre elles, les risques liés aux renversements de flux de capitaux et aux incertitudes géopolitiques. Dans les économies avancées, en revanche, la reprise amorcée dans la seconde moitié de 2013 semble se renforcer et les politiques budgétaires devraient moins y peser sur la croissance à moyen terme. Selon les projections de l'Eurosystème, après une baisse de 0,4% l'an passé, le PIB en volume de la zone euro croîtrait de 1 % en 2014, et progresserait ensuite de 1,7 - 1,8 % en 2015-2016. L'inflation dans la zone euro resterait faible, dans un contexte de modération des prix des produits importés et de maîtrise des coûts d'origine intérieure, en particulier les coûts salariaux. De 1,4 % en 2013, l'inflation reculerait ainsi à 0,7% en 2014, pour remonter progressivement à 1,1 % et 1,4 % respectivement en 2015 et 2016.

Après plusieurs trimestres de croissance négative ou nulle, l'économie belge a amorcé un redressement au cours du deuxième trimestre de 2013 grâce au rebond de la consommation des ménages et à la croissance continue des exportations. Étant donné un point de départ défavorable, la croissance annuelle en 2013 n'a néanmoins pas dépassé 0,2%. À mesure que l'assise de la croissance s'élargit, notamment aux investissements, celle-ci devrait se renforcer, s'élevant à 1,3% cette année, et à 1,6-1,7% en 2015-2016. En 2014, le pouvoir d'achat des ménages serait alimenté par la faiblesse de l'inflation, en dépit de la croissance limitée des revenus du travail qui découle de la modération salariale et de la reprise encore lente de l'emploi. Sur l'horizon de projection, la consommation des ménages augmenterait un peu moins vite que leur revenu disponible, entraînant une légère remontée du taux d'épargne. Après une très longue période de repli, les investissements des entreprises ont amorcé une timide reprise en 2013 et ils devraient se redresser plus franchement en 2014, soutenus par l'affermissement des perspectives de débouchés, l'amélioration de la rentabilité des entreprises et la remontée progressive des taux d'utilisation des capacités de production. Enfin, les dépenses publiques continueraient à concourir positivement – pour près d'un tiers - à la croissance du PIB sur l'horizon de projection.

L'amélioration sur le marché du travail présente traditionnellement un certain retard par rapport à la reprise de l'activité, les entreprises attendant d'être assurées de la solidité de celle-ci avant de se remettre à engager. Ainsi, les créations nettes d'emploi, qui sont à nouveau positives depuis la seconde moitié de 2013, seraient encore assez limitées cette année, de l'ordre de 12 000 unités; en 2015 et 2016, quelque 53 000 postes supplémentaires seraient créés (en chiffres cumulés). Les créations d'emploi seraient concentrées dans le secteur privé, puisque l'emploi public continuerait de se réduire, sous l'effet des mesures de consolidation budgétaire qui ont été prises à différents niveaux de pouvoir. Compte tenu de l'évolution attendue de la population active, la décreue du taux de chômage ne serait visible qu'à partir de 2015.

L'inflation, qui a fortement reculé en Belgique au cours des derniers trimestres, se replierait à 0,9% en 2014, un niveau très bas qui est partiellement imputable à la baisse de la TVA sur l'électricité pour les ménages. Tout comme l'inflation sous-jacente - encore élevée en 2014 - l'inflation devrait augmenter sur l'horizon de projection, pour atteindre 1,6% en 2016. L'augmentation très limitée des coûts salariaux unitaires, surtout en 2014 et en 2015, due aux mesures gouvernementales et à l'augmentation de la productivité, serait compensée en partie par un rétablissement des marges des entreprises.

En vertu des dispositions applicables aux exercices de prévisions de l'Eurosystème, seules les mesures budgétaires formellement décidées et dont les modalités sont connues avec suffisamment de précision ont été prises en considération. C'est notamment le cas des mesures incluses dans le Pacte pour la compétitivité et l'emploi décidées fin 2013. Dans ce cadre, à défaut d'éventuelles nouvelles mesures de consolidation budgétaire, l'on s'attend à ce que les finances publiques clôturent l'année 2014 sur un déficit inchangé de 2,6 % du PIB et que celui-ci se détériore dans la période 2015-2016, tout en restant en-dessous du seuil de 3% de PIB ; la dette publique devrait rester supérieure à 100% du PIB sur toute la période de projections.

<b>Projections pour l'économie belge: synthèse des principaux résultats</b> (pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)				
	2013	2014 e	2015 e	2016 e
<b>CROISSANCE</b> (données corrigées des effets de calendrier)				
PIB en volume	0,2	1,3	1,6	1,7
Contributions à la croissance:				
Dépenses intérieures, hors variation des stocks	0,3	1,4	1,6	1,8
Exportations nettes de biens et services	0,5	0,3	-0,1	-0,1
Variation des stocks	-0,6	-0,3	0,0	0,0
<b>PRIX ET COÛTS</b>				
Indice des prix à la consommation harmonisé	1,2	0,9	1,3	1,6
Indice-santé	1,2	0,7	1,2	1,7
Déflateur du PIB	1,6	1,0	1,4	1,7
Termes de l'échange	0,2	0,8	0,1	0,1
Coûts salariaux par unité produite dans le secteur privé	1,8	0,3	0,3	1,3
Coûts salariaux horaires dans le secteur privé	2,0	0,9	1,2	2,0
Productivité horaire dans le secteur privé	0,2	0,6	0,8	0,7
<b>MARCHÉ DU TRAVAIL</b>				
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers de personnes)	-9,7	11,9	21,5	31,0
Volume total de travail <sup>1</sup>	-0,3	0,6	0,7	1,0
Taux de chômage harmonisé <sup>2</sup>	8,5	8,6	8,5	8,2
<b>REVENUS</b>				
Revenu disponible réel des particuliers	0,6	1,1	1,4	1,7
Taux d'épargne des particuliers (pourcentages du revenu disponible)	15,0	15,1	15,2	15,2
<b>FINANCES PUBLIQUES<sup>3</sup></b>				
Solde de financement (pourcentages du PIB)	-2,6	-2,6	-2,8	-2,9
Solde primaire (pourcentages du PIB)	0,6	0,5	0,1	0,0
Dette publique (pourcentages du PIB)	101,2	101,7	101,9	101,5
<b>COMPTE COURANT</b> (selon la balance des paiements, pourcentages du PIB)				
	-1,6	-0,8	-0,6	-0,5
Sources: CE, DGSIE, ICN, BNB.				
<sup>1</sup> Nombre total d'heures ouvrées dans l'économie.				
<sup>2</sup> Pourcentages de la population active (15-64 ans), données non corrigées des effets de calendrier.				
<sup>3</sup> Selon la méthodologie utilisée dans le cadre de la procédure concernant les déficits publics excessifs (EDP).				